

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

LES ILLUSIONS DISSIPÉES

PAR

YVES BOYER (*)

Un certain nombre d'idées reçues sur la nature des relations internationales, nées dans l'euphorie des années 1990, commence à se dissiper. L'illusion de « la fin de l'histoire », selon laquelle le modèle occidental de démocratie libérale et d'économie globalisée aurait fini par gommer les antagonismes autres que ceux liés aux seuls intérêts commerciaux et financiers, dont les effets nocifs devaient être amortis par le jeu des structures de coopération multilatérales chargées d'ouvrir la voie à des compromis acceptables par toutes les parties, semble appartenir au passé. Les puissances qui ont, en tout cas en 2016, pris l'initiative de hâter la fin de la guerre civile en Syrie et éradiquer Daech dans la zone du Proche-Orient et, par ailleurs, Pékin, qui a affirmé, sans beaucoup de modération, ses prétentions en mer de Chine n'ont pas oublié que la société internationale reste autant marquée par l'impératif de la multilatéralisation – qui s'impose pour régler des problèmes communs à l'humanité comme la protection de l'environnement – que par les rapports de forces fondés sur la liberté de manœuvre politico-stratégique, l'audace, la détermination et les moyens militaires. Quant au lien, si vanté dans le modèle occidental, entre croissance économique et système politique démocratique, la Chine – et bien d'autres États au régime politique autoritaire – ont fait litière de cette assertion. La fin de l'illusion libérale post-démocratique portée par les dirigeants européens et l'élite des Côtes Est et Ouest des Etats-Unis (1) est d'autant plus humiliante qu'elle montre combien, par exemple, la Chine sait combiner soutien au multilatéralisme économique et des positions géostratégiques fortes, comme l'a illustré le président Xi Jinping à Davos, en janvier 2017.

Autre illusion, celle de la pérennité de la notion – assez vague en réalité – de « monde occidental » appliquée aux relations internationales. L'Ouest, c'est-à-dire la communauté des pays s'inspirant des valeurs héritées des

(*) Directeur scientifique du Forum du Futur ; ancien professeur à l'Ecole polytechnique.

(1) Celle qui a ignoré, voire méprisé, les « déplorables », selon le qualificatif de Mme Clinton, du pays du milieu – le *fly-over country* – qui ont apporté leur suffrage à Donald Trump.

Lumières, où règnent la primauté de la règle de droit, la division des pouvoirs, l'économie de marché et la démocratie, a perdu la cohérence géopolitique qui le caractérisait du temps de la menace existentielle émanant du monde communiste. De ce point de vue, la présidence Trump ne marque pas une rupture, elle entérine cette rupture ou plus exactement elle sert à dissiper un mythe. Il était entendu qu'en échange de la protection militaire accordée aux Européens les Etats-Unis étaient acceptés comme leader incontesté du monde occidental, de « l'Ouest ». Les prix à payer pour la protection étaient de nature différente selon la conjoncture. Le soutien diplomatique et militaire – quoique moins assuré depuis 2003 – aux initiatives américaines était, lui, réputé indéfectible. Les guerres d'Afghanistan et d'Iraq en portent témoignage.

L'arrivée de l'administration Trump aux affaires remet en cause le *covenant* septuagénaire liant les deux rives de l'Atlantique. Les prises de position du nouveau Président persistant à considérer l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) comme obsolète, ses attaques virulentes contre l'Allemagne et les desseins qui lui sont prêtés de refonder les relations avec Moscou sur de nouvelles bases placent en porte-à-faux la plupart des dirigeants européens. Dans ses derniers moments, avec une insistance pour le moins déplacée, l'administration Obama a voulu faire de la chancelière allemande, Angela Merkel, l'incarnation de cette unité fondée sur la démocratie libérale et l'ouverture des frontières notamment aux personnes, aux biens et services, alors même que, sur ce dernier point, Donald Trump devient suspect de vouloir ériger des barrières. Démocratie libérale et ouverture des frontières sont d'ailleurs devenues le mantra de la politique extérieure de l'Union européenne, sous la pression de l'Allemagne qui, selon Trump, est la puissance dominante : « *si vous regardez l'Union européenne, c'est essentiellement l'Allemagne.* » (2) Il faut bien avouer que, de ce point de vue, la France n'a pas brillé par sa créativité. Sa marque sur les affaires européennes est devenue si ténue qu'on pourrait la considérer comme inexistante. Elle s'est, au-delà du succès réel de la COP21, largement cantonnée dans l'incarnation : protestant, vitupérant, condamnant, réprouvant, jugeant inacceptable telle ou telle situation et donneuse de leçon. Le verbe s'est substitué à l'action. Jamais peut-être l'Europe, la France, ne se sont autant réclamées des « valeurs » pour justifier leur position sur la scène internationale, alors même que ces « valeurs », sans référence à une morale qui seule donne de la transcendance, « *s'usent, se fatiguent et sont mortelles* », comme l'affirmait Nietzsche (3). Les sociétés démocratiques reposent sur l'idée que la majorité décide du bien ou du défendu ; la vérité devient liée au pouvoir en place qui, même s'il est démocratique, définit une forme de totalitarisme et de relativisme qui ont fini par affadir la portée et l'importance du message des démocraties

(2) Entretien de Donald Trump à *The Times*, 15 janv. 2017, disponible sur le site Internet www.thetimes.co.uk/article/donald-trump-interview-brexite-britain-trade-deal-europe-queen-5m0bc2tns.

(3) *Généalogie de la morale*.

occidentales. Leurs condamnations du régime de Bachar al Assad ont été fortes et claires ; ce ne sont pas elles qui, pour autant, ont fourni les clefs de sortie de la guerre civile syrienne. Les auraient-elles eues, on peut douter de leur volonté et de leur capacité militaire à les utiliser, notamment par l'usage de la force.

Parmi les nombreuses incertitudes qui pèsent sur les perspectives de voir l'Union européenne se doter, enfin, d'une politique de défense, deux doivent être mentionnées. La première est sans doute la plus préoccupante. Elle est rarement évoquée mais est pourtant au cœur même de la volonté d'engager la force armée, c'est celle d'une perte de ce que, jadis, on aurait appelé l'« énergie vitale » ; c'est ce qui d'ailleurs, aujourd'hui, différencie les Européens des Russes. C'est d'ailleurs un Russe, Alexandre Soljenitsyne, qui, dans son discours à Harvard en 1978, affirmait : « *le déclin du courage est peut-être le trait le plus saillant de l'Ouest aujourd'hui pour un observateur extérieur. [...] Ce déclin du courage, qui semble aller ici ou là jusqu'à la perte de toute trace de virilité se trouve souligné avec une ironie particulière [...] Leurs [dirigeants] se paralysent face aux gouvernements puissants et aux forces menaçantes* » (4). Ne serait-ce pas ce qui est advenu lorsque, le 29 août 2013, le Parlement britannique refusa de donner son aval aux bombardements, préparés conjointement avec Washington et Paris, contre des objectifs en Syrie après l'usage d'armes chimiques par Damas ? Les Européens restent pour la plupart dans l'idée de prévention et de gestion des conflits. Il est ainsi significatif que les nouvelles frégates (5) de la marine allemande soient appelées « frégates de stabilisation ». L'idée d'un engagement militaire lourd, dans la durée, avec des pertes militaires significatives, ne fait plus partie des options militaires que peuvent envisager les Européens, alors même que le tragique, la destruction et la mort sont inhérents à la pratique de la guerre. Ce refus se traduit par une sorte d'« anémie » militaire qui survient alors même que l'Amérique s'engage dans une voie qui la rendra moins attentive aux préoccupations sécuritaires de leurs alliés européens.

Dans ces conditions, la seconde incertitude est liée à la volonté politique des différents responsables européens, jusqu'alors inexistante, d'intégrer davantage les forces européennes entre elles. L'enjeu n'est ni technologique, ni matériel ni même financier. La base industrielle de défense européenne demeure parmi le peloton de tête à l'échelle mondiale et les matériels de qualité ne font pas – globalement – défaut. La question, éminemment politique, est de savoir, avant même de se poser la question éventuelle de leur engagement, comment lier ensemble les armées européennes à travers un commandement commun, des normes partagées d'entraînement et le renoncement aux règles restreignant, dans certaines circonstances,

(4) Alexandre SOLJENITSYNE, « Discours de Harvard », 8 juin 1978.

(5) Frégates T 125, classe Baden-Wurtemberg ; frégates de 6 000 t., dont 4 sont prévues entre 2017 et 2020.

l'emploi de la force (*caveat*), qui obèrent d'emblée toute opération militaire de vive force, créant entre les alliés des disparités préjudiciables à toute action militaire d'envergure. L'OTAN obsolète selon Trump ne remplissant plus sa fonction d'intégrateur transatlantique ne serait-elle pas devenue, par défaut, le meilleur allié de la défense européenne ?